

« Une récupération politicienne »

CO, le 20 MAR

Lors du conseil municipal de lundi, l'adjointe chargée des ressources humaines a vivement pris à partie les collectifs de soutien aux deux cadres de la Communauté d'agglomération en conflit avec leur employeur.

Répondant à la question d'une élue de la majorité, Marie-Christine Pelletier, adjointe chargée des ressources humaines, a estimé lundi soir que le collectif soutenant la directrice de la maison de retraite du Val d'Evre à Trémentines diffusait sur son site Internet « un tissu de mensonges et des propos diffamatoires. La composition de ce collectif lui enlève toute crédibilité » a-t-elle ajouté. Selon M^{me} Pelletier « la vie de l'établissement du Val d'Evre est tout à fait sereine ». Par ailleurs « un audit de fonctionnement a été réalisé et ses conclusions seront rendues publiques prochainement » a indiqué l'adjointe.

Des propos auxquels le collectif soutenant Ghislaine Duret a tenu à répondre dès hier soir : « Il y a une certaine ironie dans le fait que la municipalité s'estime victime de diffamation. Si c'est vraiment le cas, qu'elle porte plainte ! Tout ce qui est avancé sur notre

site internet est confirmé, et vérifiable. Chacun pourra en tirer ses propres conclusions dès qu'il sera mis en ligne ce week-end... Quant à la sérénité de la maison de retraite du Val d'Evre, nous sommes très sceptiques. »

« Une fantaisiste plainte pour harcèlement moral »

Marie-Christine Pelletier a également profité du conseil municipal pour évoquer « le cas de la personne travaillant à la direction de la culture » en précisant « qu'il est des individus qui créent des situations insupportables. L'arrivée de cet agent dans l'équipe du théâtre a très vite généré une immense souffrance dans l'ensemble du personnel... Il fallait agir dans l'intérêt du service public. C'est une calomnie de la présenter en victime ». Quant au « pseudo-comité de soutien » qui a soutenu le cadre en question, M^{me} Pelletier le juge « manipulé par un salarié de la CAC employé au Conservatoire qui depuis quelque temps s'affiche de façon visible au plan politique et soutient des intérêts basement partisans. Cette scandaleuse récupération politicienne de la gauche socialiste a entraîné une fantaisiste plainte pour harcèlement moral qui relève juridiquement de la



Photo CO - Josselin CLAIR

« Une scandaleuse récupération politicienne de la gauche socialiste ».

dénonciation calomnieuse... L'avenir permettra de faire la lumière sur cette manipulation ».

Bruno MOLLARD et Fabienne SUPIOT